

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 09/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAPPE

2 Rue de Sète
67100 Strasbourg

Références : 0003012146/GC/AG
Code AIOT : 0003012146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement SAPPE, implanté 2 Rue de Sète 67100 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée suite à la suspension temporaire d'activité du 11 avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPPE
- 2 Rue de Sète 67100 Strasbourg
- Code AIOT : 0003012146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAPPE (Société Anti-Pollution et Protection de l'Environnement) exploite un centre de regroupement, tri et transit de déchets dangereux et non dangereux au 2 rue de Sète à Strasbourg. L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 12 septembre 2019.

Les installations qui le composent relèvent :

- de l'autorisation au titre des rubriques 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) et 2718

(installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) pour 3 100 tonnes (3 000 tonnes de terres polluées et 100 tonnes de traverses de chemin de fer)

- de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716-1 (transit de 2 400 m³ maximum de déchets non dangereux)
- de la déclaration au titre des rubriques 2795-2 (lavage des cales des péniches : quantité d'eau mise en œuvre de 5 m³/j), 2515-1b (concassage/criblage de déchets minéraux : puissance installée de 198 kW) et 2517-2 (stockage de déchets et matériaux inertes : 5 316 m² soit 6 000 m³ maximum).

Contexte de l'inspection :

Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suspension temporaire d'activité	Arrêté Préfectoral du 11/04/2024, article 1 ^{er}	Levée de suspension

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des dispositifs d'aspersion permettant d'abattre efficacement les poussières.

Le coke de pétrole et les extraits de vinasse à l'origine des signalements ayant conduit à la suspension d'activité ne sont plus entreposés sur le site.

En raison du retour à la conformité, la suspension est levée de fait.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suspension temporaire d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2024, article 1 ^{er}
Thèmes : Risques chroniques, Suspension
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation des activités de manipulation (chargement, déchargement, transfert) de coke de pétrole est suspendue à compter de la date de notification du présent arrêté et jusqu'à l'observation complète des prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 septembre 2019 régissant l'établissement, qui veulent que :</p> <ul style="list-style-type: none"> Article 3.1.1 - Captation et canalisation : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport de produits dans l'installation. (...) Article 3.6.3 - Envols de poussières : L'exploitant procède, en période sèche, à un abattage des émissions diffuses de poussières, par aspersion d'eau ou par tout moyen d'efficacité équivalente.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'entrepose plus de coke de pétrole ni d'extraits potassiques, produits à l'origine des émissions diffuses de poussières ayant justifié la suspension des activités. Les espaces ont été réaffectés au stockage de terres polluées.</p> <p>Lors de cette visite, réalisée par temps sec, l'inspection constate que trois dispositifs d'aspersion sont en fonctionnement, à savoir un tourniquet et deux canons brumisateurs.</p> <p>Le site est propre. Les pistes de circulation bétonnées ne présentent pas d'empoussièrement et celles non imperméabilisées sont suffisamment humidifiées pour prévenir tout envol de poussières.</p> <p>Une opération de chargement de sable sec a été réalisée pendant la visite. Les canons brumisateurs mis en place permettent de limiter les envols de poussières générés par l'opération de manutention.</p> <p>Les prescriptions relatives à l'envol de poussières étant respectées, la suspension est levée de fait.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de suspension